

La presse du Burkina Faso dit craindre le pire pour le Burundi

Le Pays, 12/04/2015 PrÃ©sidentielle burundaise : Silence, Nkurunziza prÃ©pare le bÃªcher pour son pays Dans bien des pays africains et notamment ceux des Grands lacs et de lâ€™Afrique centrale, les Ã©lections Ã©lectorales sont vÃ©cues par les populations avec la peur au ventre. C'est le cas du Burundi de Pierre Nkurunziza. En effet, Ã quelques encablures de lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle, ce dernier entretient un flou artistique sur ses vÃ©ritables intentions. Mais le simple fait d'afficher cette attitude est suffisamment rÃ©vÃ©lateur du plan qu'il est en train d'ourdir contre les accords dÃ©n principe, lui interdisent de rempiler pour un 3e mandat.

Si Nkurunziza se sentait liÃ© par la signature qu'il avait apposÃ©e sur ce document, il aurait coupÃ© court Ã toutes les suspicions par une prise de parole publique, allant dans ce sens et ce d'autant plus que les choses sont devenues imminentes. La preuve qu'il n'est pas dans cette logique est non seulement le silence parlant qu'il observe sur son Ã©ventuelle participation Ã la compÃ©tition, mais Ãgalement les actes posÃ©s par ses partisans. L'on peut craindre le pire pour le pays En effet, pas plus tard que le 11 avril dernier, ceux-ci ont battu le macadam Ã Bujumbura pour non seulement lâ€™unitÃ© du parti de Nkurunziza, le CNDD-FDD au sein duquel l'on enregistre dÃ©j une vive contestation d'une Ã©ventuelle nouvelle candidature du chef de lâ€™Etat sortant Ã la prÃ©sidentielle, mais aussi pour tÃ©moigner leur indÃ©fectible Ã leur mentor. A cette manifestation Ã laquelle l'on notait une forte participation des Ã©lÃ©ments de la Ligue jeunes du parti, ces fameux imbonerakure issus des rangs de lâ€™ex-rÃ©bellion hutu, des menaces ont ÃtÃ© profÃ©rÃ©es par les organisations de la sociÃ©tÃ© civile, lâ€™opposition, les cadres frondeurs du parti prÃ©sidentiel, bref contre tous ceux qui clament haut et fort que Nkurunziza est disqualifiÃ© pour prendre part Ã la prÃ©sidentielle Ã venir. Sachant que les zÃ©lateurs de ce pasteur de prÃ©sident ne sont pas des enfants de chÃ©ur, et au regard du fait que le Burundi semble abonner Ã la violence dans son histoire politique, l'on peut craindre le pire pour le pays. DÃ©j, des Burundais, qui redoutent certainement ce scÃ©nario, ont prÃ©fÃ©rÃ© traverser la frontiÃ¨re pour se mettre Ã lâ€™abri au Rwanda voisin. Mais Pierre Nkurunziza n'en a cure. Car pour lui, ses intÃ©rÃªts personnels passent avant ceux du Burundi. Il donne lâ€™impression d'Ãtre tellement dans cette posture que l'on peut avoir le sentiment qu'il prÃ©pare un bÃªcher. Et le bÃªcher sera d'autant plus incandescent et dÃ©vastateur qu'aux questions politiques pourraient se greffer des questions liÃ©es Ã la sempiternelle haine entre les Hutu et les Tutsi. Comme Nkurunziza donne actuellement lâ€™impression de faire feu de tout bois pour s'Ã©terniser au pouvoir, il pourrait n'avoir aucun scrupule Ã raviver le clivage ethnique Ã effet. Pourtant, une autoritÃ© morale que constitue lâ€™Eglise catholique avait dÃ©j prÃ©venu lâ€™homme contre le danger qu'expose le pays, au cas oÃ¹ il passerait outre les accords d'Arusha pour briguer de nouveau un mandat prÃ©sidentiel. Et lâ€™Eglise catholique n'est pas ÃtÃ© la seule structure Ã en appeler Ã la sagesse et au renoncement de Pierre Nkurunziza. Certains de ses camarades du parti l'ont fait de maniÃ¨re explicite. Son prÃ©dÃ©cesseur et homonyme Pierre Buyoya, un des signataires des accords d'Arusha grÃ¢ce auxquels, rappelons-le, le pays a connu une relative stabilitÃ©, lâ€™Union africaine (UA) et lâ€™Union europÃ©enne (UE) ont donnÃ© de la voix pour inviter lâ€™homme Ã renoncer Ã une Ã©ventuelle participation Ã la prÃ©sidentielle Ã venir. Mais rien n'y fÃ©t. L'on doit dÃ©j Ãcraquer une larme pour les populations burundaises Pierre Nkurunziza semble n'avoir rien Ã cirer de toutes ces interpellations. Car, pour lui - et tous les dictateurs ont cela dans leur gÃªne - son pays ne peut pas s'offrir le luxe de se sÃ©parer de ses services. En Ã«Ã bon pasteurÃ», il tient certainement, peut-on dire, ce rÃªle d'unique sauveur du Burundi, d'une rÃ©vÃ©lation Ã lui faite par l'Esprit. D'ÃcidÃ©ment, lâ€™Afrique, par le comportement irrationnel et absurde de certains de ses dirigeants, ne cessera jamais d'Ãtre la risÃ©e des autres. Malheureusement, ce n'est pas demain la veille oÃ¹ l'on pourrait s'attendre Ã des choses s'inversent dans cette partie du continent, c'est-Ã-dire la rÃ©gion des Grands lacs et lâ€™Afrique centrale dÃ©mocratie est systÃ©matiquement torturÃ©e. En effet, Paul Kagame, Joseph Kabila, Denis Sassou Nguesso, Yoweri Museveni, Pierre Nkurunziza, et l'on en oublie, donnent lâ€™impression d'avoir signÃ© un pacte en lettres mortes pour la dÃ©mocratie dans leurs pays respectifs. Tous autant qu'ils sont, contrairement Ã certains de leurs homologues de lâ€™Afrique de lâ€™Ouest, sont de redoutables prÃ©dateurs de la dÃ©mocratie. Et ce ne sont ni leurs oppositions ni les timides appels Ã la modÃ©ration et Ã la sagesse de la communautÃ© internationale qui peuvent les contrarier dans leur boulimie du pouvoir. Le salut pourrait venir de leurs peuples et des organisations de la sociÃ©tÃ© civile. Ce sont eux, en effet, qui pourraient donner lâ€™assaut d'Ãcisif Ã ces forteresses de la dictature d'un autre Ãge, ÃorigÃ©es au cÃ©ur de lâ€™Afrique rÃ©gion des Grands lacs. En attendant ce sursaut que tous les Africains dÃ©mocrates doivent Ã souhaiter, l'on doit dÃ©j Ãcraquer une larme pour les populations burundaises, elles qui, de part le passÃ©, ont expÃ©rimentÃ© les dures rÃ©alitÃ©s de lâ€™exil massif consÃ©cutif aux dÃ©rapages de leurs hommes politiques et qui vivent aujourd'hui dans une angoisse Ãprouvante, rien qu'Ã penser Ã la prÃ©sidentielle Ã venir. Et cette frayeur est alimentÃ©e par Nkurunziza et ses zÃ©lateurs derniers, pourtant, devraient se convaincre d'une chose : s'il venait Ã pleuvoir sur le Burundi, comme il a dÃ©j plu au Burkina, leur mentor n'aura aucune difficultÃ© de se tirer d'embarras en se mettant Ã lâ€™abri hors du Burundi, solidement dictateurs oblige. Pendant ce temps, eux resteront au pays oÃ¹ ils seront contraints de rendre compte de leur gestion des affaires publiques. En sont-ils seulement conscients ? Rien n'est moins sÃ»r. Car, pour eux, ce scÃ©nario n'arrive qu'aux autres. NdlR : Le Pays est un quotidien d'un groupe de presse privÃ© du Burkina Faso